

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.004/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 22 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 90 de la loi-programme", a donné le 29 décembre 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"En raison du caractère urgent de la mesure qui fixe les modalités d'application d'une disposition légale reprise dans une loi actuellement en bonne voie d'adoption devant les Chambres législatives, (...), afin de pouvoir l'appliquer dès le 1^{er} janvier 2007, date d'entrée en vigueur prévue dans la loi."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'État,

"Lorsque, par application de l'alinéa 1^{er}, 2°, l'urgence est invoquée pour un avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande est reproduite dans le préambule de l'arrêté."

En l'occurrence, la motivation de l'urgence invoquée dans le cinquième alinéa du préambule du projet ne correspond pas à celle figurant dans la demande d'avis. Il convient dès lors de remédier à cette discordance.

.../...

En effet, lorsque l'avis de la section de législation a été demandé dans un délai de cinq jours en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, le préambule mentionne cet avis avec la date à laquelle il a été donné. Cette mention est cependant précédée de l'indication des motifs qui justifient le recours à cette procédure, lesquels reproduisent littéralement la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis.

Le quatrième alinéa du préambule du projet doit en conséquence être supprimé et un alinéa, ainsi rédigé, inséré à la suite de celui visant l'urgence avec cette motivation :

"Vu l'avis 42.004/2 du Conseil d'État, donné le 29 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;"

2. D'après son préambule, l'arrêté en projet puise son fondement légal dans l'article 90 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006. Or l'article 90 ne concerne que l'entrée en vigueur de l'article 89 de la loi précitée. Cet article 89 apporte plusieurs modifications des taux d'accise fixés par l'article 3 de la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés.

L'article 89 précité ne contient aucune habilitation permettant au Roi, d'une part, de prévoir qu'est due une accise spéciale complémentaire pour certains tabacs manufacturés détenus le 1^{er} janvier 2007, à 0 heure, dans les installations des opérateurs en tabacs manufacturés et, d'autre part, d'organiser un remplacement des signes fiscaux détenus, par la voie d'un échange, selon des modalités qu'il fixe.

En l'espèce, le changement de taux qui rend nécessaire l'adoption des mesures en projet ne résulte pas de l'arrêté examiné mais de la disposition figurant à l'article 89 de la loi-programme (I) précitée ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ L'intitulé de l'arrêté sera modifié pour mentionner qu'il porte exécution de l'article 89 de la loi-programme (I).

Le fondement légal des mesures en projet repose sur le pouvoir général d'exécution des lois qui appartient au Roi en vertu de l'article 108 de la Constitution ⁽²⁾.

Un premier alinéa doit en conséquence être inséré dans le préambule afin d'y viser l'article 108 de la Constitution coordonnée.

Le premier alinéa actuel du préambule, qui en deviendra par conséquent le deuxième, sera rédigé comme suit :

"Vu la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o et 2^o, b), et § 2, remplacés par l'article 89 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006" ⁽³⁾.

3. Afin de faire clairement ressortir que le Roi ne fait que fixer les modalités de perception des nouveaux droits d'accises prévus par l'article 3 de la loi du 3 avril 1997, précitée, tel que modifié par l'article 89 de la loi-programme du 27 décembre 2006, la phrase introductive de l'article 1^{er} pourrait, compte tenu de l'observation 2, être rédigée comme suit :

"Pour la perception des droits d'accises prévus par l'article 3 de la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés tel que modifié par l'article 89 de la loi-programme du 27 décembre 2006, les tabacs manufacturés détenus dans les installations des opérateurs ⁽⁴⁾, le 1^{er} janvier 2007, à 0 heure, sont soumis à une accise spéciale complémentaire, fixée respectivement comme suit : (la suite comme au projet)."

⁽²⁾ Voir l'avis 37.956/2, donné le 28 décembre 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 janvier 2005 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés.

⁽³⁾ Selon les informations fournies par l'un des délégués du ministre, cette loi-programme a été sanctionnée et promulguée ce jour pour être publiée au *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

⁽⁴⁾ Le mot "économiques" doit être supprimé dans l'ensemble du projet, conformément à la définition que donne l'article 1^{er}*bis* de la loi du 3 avril 1997, précitée, de l'"opérateur".

4. À l'article 2, § 2, du projet, les mots "de la semaine qui suit celle de l'augmentation de l'accise spéciale" seront remplacés par les mots "11 janvier 2007".

5. À l'article 3, § 2, les mots "le cas échéant" seront supprimés.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.004/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 december 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 90 van de programmawet", heeft op 29 december 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"En raison du caractère urgent de la mesure qui fixe les modalités d'application d'une disposition légale reprise dans une loi actuellement en bonne voie d'adoption devant les Chambres législatives, (...), afin de pouvoir l'appliquer dès le 1^{er} janvier 2007, date d'entrée en vigueur prévue dans la loi."

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt :

"Wanneer met toepassing van het eerste lid, 2°, om spoedbehandeling van een adviesaanvraag over een ontwerp van reglementair besluit wordt verzocht, wordt de motivering van het spoedeisend karakter, die in de aanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van het besluit overgenomen."

.../...

In het onderhavige geval stemt de motivering van het spoedeisende karakter die in het vijfde lid van de aanhef van het ontwerp wordt aangevoerd, niet overeen met die welke voorkomt in de adviesaanvraag. Die discrepantie moet bijgevolg worden weggewerkt.

Immers, wanneer met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gevraagd is dat de afdeling wetgeving haar advies verstrekt binnen een termijn van vijf dagen, wordt dat advies in de aanhef vermeld met opgaaf van de datum waarop het is verstrekt. Die vermelding wordt evenwel voorafgegaan door de vermelding van de motieven die het volgen van die procedure staven, en die een letterlijke weergave zijn van de motivering van het spoedeisende karakter vermeld in de adviesaanvraag.

Het vierde lid van de aanhef van het ontwerp moet dus vervallen en na het lid waarin naar het spoedeisende karakter met deze motivering wordt verwezen moet een lid worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op advies 42.004/2 van de Raad van State, gegeven op 29 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

2. Het ontwerpbesluit ontleent naar luid van de aanhef ervan zijn rechtsgrond aan artikel 90 van de programmawet (I) van 27 december 2006. Artikel 90 betreft evenwel alleen de inwerkingtreding van artikel 89 van de voornoemde wet. Dit artikel 89 brengt verscheidene wijzigingen aan in de accijnstarieven vastgesteld bij artikel 3 van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak.

Het voornoemde artikel 89 bevat geen enkele machtiging waarbij de Koning enerzijds kan bepalen dat een aanvullende bijzondere accijns verschuldigd is voor sommige tabaksfabrikaten die op 1 januari 2007 te 0 uur nog voorhanden zijn in de inrichtingen van de marktdeelnemers in gefabriceerde tabak, en waarbij Hij anderzijds de vervanging, bij wege van omruiling, kan organiseren van de fiscale kentekens die de marktdeelnemers nog voorhanden hebben, op de wijze die Hij voorschrijft.

.../...

In het onderhavige geval volgt de tariefwijziging naar aanleiding waarvan de ontworpen maatregelen moeten worden genomen, niet uit het onderzochte besluit, maar uit de bepaling vervat in artikel 89 van de voornoemde programmawet (I) ⁽¹⁾.

De rechtsgrond van de ontworpen maatregelen is ontleend aan de algemene bevoegdheid tot het uitvoeren van wetten die aan de Koning toekomt krachtens artikel 108 van de Grondwet ⁽²⁾.

Bijgevolg moet in de aanhef een eerste lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de gecoördineerde Grondwet.

Het huidige eerste lid van de aanhef, dat aldus het tweede lid wordt, moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1° en 2°, b), en § 2, vervangen bij artikel 89 van de programmawet (I) van 27 december 2006;" ⁽³⁾.

3. Teneinde beter tot uiting te brengen dat de Koning zich ertoe beperkt de nadere regels vast te stellen voor de inning van de nieuwe accijnzen voorgeschreven bij artikel 3 van de voornoemde wet van 3 april 1997, gewijzigd bij artikel 89 van de programmawet van 27 december 2006, kan, gelet op opmerking 2, de inleidende zin van artikel 1 aldus worden geredigeerd :

"Voor de inning van de accijnzen bepaald in artikel 3 van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, gewijzigd bij artikel 89 van

⁽¹⁾ Het opschrift van het besluit moet worden gewijzigd, waarbij wordt aangegeven dat het uitvoering geeft aan artikel 89 van de programmawet (I).

⁽²⁾ Zie advies 37.956/2, op 28 december 2004 verstrekt over een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 6 januari 2005 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak.

⁽³⁾ Volgens de informatie verstrekt door één van de gemachtigden van de minister is deze programmawet heden bekrachtigd en afgekondigd en zal ze worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 december 2006.

de programmawet van 27 december 2006, wordt een aanvullende bijzondere accijns geheven op tabaksfabrikaten die op 1 januari 2007 te 0 uur voorhanden zijn in de inrichtingen van de marktdeelnemers ⁽⁴⁾, die respectievelijk als volgt is vastgesteld : (voorts zoals in het ontwerp)."

4. In artikel 2, § 2, van het ontwerp moeten de woorden "uiterlijk de donderdag van de week die volgt op de week van de verhoging van de bijzondere accijns" vervangen worden door de woorden "uiterlijk op donderdag 11 januari 2007".

5. In artikel 3, § 2, moeten de woorden "in voorkomend geval" vervallen.

⁽⁴⁾ In het gehele ontwerp moeten de woorden "marktdeelnemers in gefabriceerde tabak" worden vervangen door het woord "marktdeelnemers", conform de definitie die in artikel 1*bis* van de voornoemde wet van 3 april 1997 wordt gegeven van de term "marktdeelnemer".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Y. KREINS